

Le logement social en sursis ?

Clermont-Communauté s'inquiète des récentes déclarations du Secrétaire d'Etat Benoist Apparu sur l'avenir du logement social en Auvergne.

« **B**enoist Apparu est venu, le logement social a disparu. » Alain Escure, président de l'Ophis, se serait bien passé d'un tel mot d'esprit. Mais comme d'autres bailleurs sociaux du Puy-de-Dôme, dont Logidôme, il regrette les déclarations faites dernièrement à Clermont-Ferrand par le Secrétaire d'Etat en charge du logement et de l'urbanisme, lors d'une tournée de promo en province. En expliquant qu'il fallait « fermer les vannes » du logement social en Auvergne pour redéployer la construction vers des régions plus tendues, le ministre a mis le feu aux poudres...

« PLUSIEURS INCOHÉRENCES »

Serge Godard et les vice-présidents de Clermont-Communauté se sont émus publiquement de ce « chan-



« Nous revendiquons et assumons notre volontarisme politique en matière de logement social », Serge Godard, président de Clermont-Communauté.

gement de stratégie » de l'Etat. « Ces annonces remettent en cause le Programme Local de l'Habitat voté et mis en œuvre par la communauté d'agglomération [...] au moment même où la situation économique et sociale s'aggrave », s'est alarmé Serge Godard. Rappelons-le, les négociations s'étaient conclues sur un accord de construction de

600 logements par an... Cet « arrêt brutal du soutien de l'Etat » empêche-

rait d'atteindre cet objectif, de répondre favorablement au 9.336 dossiers en

A savoir

Lors de son étape clermontoise le 12 novembre, Benoist Apparu a précisé que la France avait atteint un record absolu en matière de programmation de logements sociaux - 129.000 unités contre 40.000 en 2000 -, et qu'il allait favoriser la réhabilitation, notamment en réorientant les financements de l'agence nationale de l'habitat (source : *La Montagne*).

attente, d'adapter l'offre à l'évolution démographique et d'aider les dix bonnets d'âne de l'agglomération à rattraper leur retard. Le président de Clermont-Communauté a remarqué d'autres incohérences dans cette politique. D'un point de vue social, elle réduirait par exemple « l'accès au champ du logement social des salariés les plus modestes » ; et en privilégiant les logements « très » sociaux, mettrait en péril « l'équilibre social et la mixité » de l'agglomération.

LA FFB INQUIÈTE

Jean-Jacques Moireaud, président de la FFB du Puy-de-Dôme, craint de son côté une nette diminution du volume de chantiers : « Le plan de relance du gouvernement était représenté par le logement social. Nous sommes affectés par ces dispositions, et

allons faire remonter notre inquiétude. » Dominique Adenot, président de Logidôme, a ajouté : « Un bailleur social doit faire vivre un patrimoine, pas gérer un stock. On réhabilite, on détruit, on reconstruit... Si on ne le fait plus, ce patrimoine va vieillir avec la création de ghettos et de poches insalubres. Et dans 20 ans, il faudra réparer... » Bernard Auby, maire de Cébazat, se demande quant à lui comment il va atteindre le fameux seuil de 20 % sur sa commune : « Nous sommes à 10 % de logements sociaux. Il nous en manque plus de 300. Non seulement nous allons payer la pénalité, mais en plus on va nous empêcher de construire. »

Le ministre aurait sans doute mieux fait de ne pas apparaître...

Emmanuel THEROND.